



CCI FRANCE  
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

# L'ÉCO

## de la semaine

---

29 Juin au 05 Juillet 2024

# SOMMAIRE

Projet odof - Appui des nouveaux inspecteurs industriels .....	2
Entrepreneuriat féminin - Madagascar intègre le Board du COMFWB .....	2
Pépinière industrielle - Le projet Odof touche la région Diana .....	3
Douane - Coopération avec l'Inde .....	4
Emprunts – La grande partie des crédits contractés par les Malgaches utilisée pour la consommation des ménages.....	4
Énergie durable - Le taux d'accès à l'électricité à doubler .....	5
Salon RSE-IDD - Symbole de l'engagement des entreprises .....	5
Énergie durable : Des résultats encourageants pour le fonds UEF .....	6
Industrialisation : Les nouveaux inspecteurs en première ligne pour soutenir les opérateurs .....	6
Démarche novatrice - Le Lean management séduit.....	7
Échanges d'expériences - Le modèle économique japonais en chair et en os.....	8
Attractions touristiques - Arrivée des premières baleines à Toliara .....	8
FORMAPROD : Indépendance économique pour les 53 000 jeunes formés .....	9
Fondation Coca-Cola : 497 560 USD pour soutenir la conservation des mangroves .....	10
Litchis : les exportations ont augmenté en 2023 .....	10
Fonds monétaire international - Soixante millions de dollars espérés de la FRD .....	11
Énergie : Prise en charge des droits et taxes à l'importation des équipements par l'Etat.....	11
Mécanisation agricole : 28 tracteurs importés par le MINAE.....	12
Secteur bancaire : Nouveau service lancé par BNI Madagascar et MVola.....	12
Exportation d'huiles essentielles : un cadre réglementaire exigeant qui empêche le développement de la filière ..	13
Douane malgache : « Data Warehouse », une gestion innovante des données.....	14

## Projet odof - Appui des nouveaux inspecteurs industriels

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une semaine à peine après leur entrée en service, les inspecteurs des industries ne chôment pas. Ils se mettent déjà au travail pour partager leur savoir-faire avec les industriels. Ils ont décidé d'entamer cet appui avec l'usine de pâtes alimentaires au By-Pass, Alo Food Factory. C'est une ligne de production installée dans le cadre du projet One District, One Factory. Les gérants de cette usine sont actuellement en pleine phase de tests. D'où, justement, la présence de ces techniciens et fonctionnaires au sein de ce corps.

Le ministère de l'Industrialisation explique cette manœuvre comme une descente, dans le but de réglementer, selon les attributions des inspecteurs des industries, le secteur industriel. Mais aussi d'accompagner le développement de ce secteur, en passe d'être de nouveau porteur de l'économie.

« Nous avons donné certaines instructions aux gérants de cette usine pour leur permettre d'améliorer leurs activités et de contribuer à la croissance du secteur. Des conseils ont aussi été donnés par rapport à l'exploitation de cette unité industrielle de pâtes alimentaires car cette usine est actuellement dans une phase d'essai technique. Ce sont les raisons pour lesquelles les inspecteurs des industries sont descendus sur place », explique la directrice générale de l'Industrialisation (DGI), Njiva Rakotoarivonona.

Compétences en gestion

Une visite qui a été appréciée par les gérants de cette usine. Finoana Rakotomanana, le gestionnaire de cette

unité ODOF, affirme que, avec l'aide de ces inspecteurs des industries, ils pourront optimiser leurs compétences en gestion de leurs usines et ainsi atteindre la production escomptée et même plus. Pour le cas de cette usine, il s'agit de la production de quatre tonnes de pâtes alimentaires par jour, si elle tourne à plein régime.

Avec la récente prestation de serment de trente et un nouveaux inspecteurs industriels, les fonctionnaires de ce corps particulier sont désormais au nombre de cinquante et un. Leur place est stratégique, notamment dans la marche au développement industriel, car ils sont des régulateurs du secteur.

« Nous avons donné certaines instructions aux gérants de cette usine pour leur permettre d'améliorer leurs activités et de contribuer à la croissance du secteur. Ce corps particulier a aussi pour mission de fournir des conseils et une assistance technique aux entreprises pour améliorer leurs processus et se conformer aux normes requises ». Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, a souligné lors de la prestation de serment de ces inspecteurs industriels que la clé pour développer les industries se trouvait entre leurs mains. Ils seront également des hommes et des femmes de terrain. « Vous serez aussi la plupart du temps sur le terrain, en ville et en campagne, et non cloîtrés dans des bureaux », leur avait dit le ministre de l'Industrialisation lundi, à Anosy, lors de la prestation de serment de ce corps.

## Entrepreneuriat féminin - Madagascar intègre le Board du COMFWB

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a Grande île franchit un nouveau palier au niveau régional. En effet, elle est devenue membre du conseil d'administration de la fédération des femmes d'affaires du Comesa (Comesa Federation of Women in Business).

Ça y est. L'entrepreneuriat féminin monte en grade. Il est en effet désormais porté sur le niveau régional. Depuis une semaine, la Grande île fait partie désormais du conseil d'administration de la Comesa Fédération of Women in Business (COMFWB).



Une grande nouvelle pour les femmes entrepreneures du pays. Pour les deux prochaines années, elles seront représentées par le GFEM (Groupement des Femmes Entrepreneures de Madagascar), dont Fanja Razakaboana est son président.

Pour la patronne du GFEM, cette nomination au sein du conseil d'administration de la COMFWB sera un tremplin pour l'entrepreneuriat féminin. Elle renforcera aussi le positionnement stratégique de Madagascar au niveau régional. « Déjà, cette position permettra de défendre les intérêts de la Grande île, mais aussi des pays francophones de l'océan Indien. C'est quelque chose qui est exceptionnel pour les pays francophones », indique la présidente du Groupement des femmes entrepreneures de Madagascar. Les stratégies que la Grande île portent sur la facilitation des échanges, et notamment l'accès des femmes au marché commun pour l'Afrique Orientale et Australe. L'enjeu est aussi de promouvoir l'image de la Grande île, notamment en tant que destination d'investissements, dans tous les secteurs d'activité possibles.

« Nous espérons pouvoir renforcer encore plus notre voie au sein du conseil d'administration pour toutes les décisions stratégiques et aussi de donner plus de place aux femmes entrepreneures de Madagascar sur la scène économique Africaine », a fait savoir Fanja Razakaboana durant un entretien avec l'Express. Et elle d'ajouter que « On espère également voir plus de femmes entrepreneures au sein des pays membres du Comesa ».

### Efforts du GFEM

L'intégration de la Grande île au sein du CA du COMFWB est aussi synonyme de confiance de la part de cette organisation. « Depuis que le GEFM a été nommé pour représenter la COMFWB à Madagascar, des efforts ont été menés de concert pour que les choses s'activent. La signature de cette convention démontre que le pays est légitime à l'échelle régionale. Si la Grande île dispose de cette place au sein du CA du COMFWB, c'est qu'il y a du travail qui a été effectué en amont. Et ce, depuis 2018 », explique Fanja Razakaboana.

C'est ainsi dire une consécration pour le pays de pouvoir siéger au sein du CA du COMFWB. Depuis sa création en 1993, la Grande île a toujours participé à cette organisation, au sein des assemblées générales. Mais c'est une première de pouvoir faire partie de ce cercle. La mission du COMFWB est de développer l'entrepreneuriat féminin au sein de la Comesa, à travers divers programmes. Notamment la mise en relation des femmes entrepreneures dans différents secteurs d'activités, à travers des salons, comme le Trade Fair qui s'est déroulé, en fin de semaine au Novotel Alarobia.

L'assemblée générale électorale de cette organisation s'est tenue la semaine dernière dans la Grande île qui a accueilli en même temps la semaine du Comesa (marché commun pour l'Afrique Orientale et Australe) ainsi que la 5<sup>e</sup> édition du COMFWB fair trade. Après l'élection, neuf nouveaux pays vont siéger auprès de cette organisation internationale. Il s'agit de Madagascar, de Djibouti, de la Tunisie, de la Zambie la Lybie, le Malawi les Seychelles, le Rwanda et l'Eswantini.

## Pépinière industrielle - Le projet Odof touche la région Diana

RAHERINIAINA | 02 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a mise en place de pépinières industrielles se poursuit dans les différents districts de Madagascar pour stimuler l'industrie locale. Actuellement, le projet « One District, One Factory » (ODOF) s'étend à la région Diana.

Selon le directeur régional de l'industrialisation et du commerce, Romuald Tanigna, l'État veille à ce qu'aucun district ne soit délaissé, en particulier en matière d'industrialisation. L'approche consiste à intervenir au niveau local pour établir les bases du développement industriel et promouvoir la transformation des produits locaux, conformément à la vision du président de la République, Andry Rajoelina.

À Ambanja, une unité de transformation de cacao en poudre a vu le jour. Il s'agit de la première unité industrielle du projet ODOF à s'implanter dans la capitale du cacao. Cette nouvelle unité permettra aux producteurs de cacao de la région de transformer leurs produits en poudre. Elle bénéficie d'une position stratégique dans Sambirano, une région réputée mondialement pour sa production, avec un grand nombre d'opérateurs.

L'impact attendu de cette unité dépasse la simple production de cacao. Elle encourage également la population locale à accroître ses produits agricoles, sachant que les fèves seront fournies par les producteurs locaux.

Avec cette pépinière industrielle, les producteurs n'auront plus à lutter pour trouver des débouchés, ce qui était un défi constant auparavant.

Dans le district d'Ambilobe, une machine de séchage de fruits locaux a été livrée à la coopérative Mamokatra, à travers le projet Odof. Le projet travaille en étroite collaboration avec la coopérative dénommée « Mamokatra » et les agriculteurs locaux pour améliorer l'économie régionale et les conditions de vie de la population.

### De bonne qualité

Selon les explications, l'objectif est de fournir des produits conformes aux normes et de bonne qualité à des prix compétitifs, capables de rivaliser avec les produits importés. D'après

Hilda Marie José Tomboravo, trésorière de la coopérative Mamokatra, cet appareil est capable de traiter 140 kilos de fruits par jour.



« Les agriculteurs n'auront plus à se soucier du séchage de leurs produits, même pendant la saison des pluies, car la machine est installée à l'intérieur d'un bâtiment. Alors qu'auparavant, la production était limitée et de qualité médiocre », a-t-elle souligné, témoignant de l'importance du projet.

Le président de la coopérative Mamokatra, Guy Tsaratombo, a aussi ajouté que grâce à la disponibilité de ce séchoir à fruits, le projet ODOF développe une économie locale forte et garantit aux populations locales l'accès à des produits de qualité à des prix abordables. Il aura un impact sur les revenus des adhérents de la coopérative ou des particuliers car le séchage n'occupe plus leur temps. De plus, la qualité est sûrement bonne car respectant l'hygiène.

Pour Nosy Be, une nouvelle étape vient d'être franchie avec la décision du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) de déployer cette pépinière industrielle au niveau de

l'île aux parfums. Elle est également dotée d'une usine de production de miel.

La machine industrielle peut traiter jusqu'à 100 kg de produits par heure et les apiculteurs et les producteurs de miel dans la région seront les principaux bénéficiaires de cette pépinière industrielle. Elle ne nuit pas aux apiculteurs déjà en activité.

L'on sait que le miel produit à partir de la machine attribuée dans le cadre du programme ODOF offre une qualité meilleure, car le produit ne contient plus de résidus indésirables et répond aux normes sanitaires les plus exigeantes. En

d'autres termes, le produit obtenu peut très bien faire face à la concurrence sur le marché du miel et des produits dérivés, tels que la cire, la bougie parfumée, les produits cosmétiques, etc. Cette unité sera exploitée par la société Distrimax qui dispose déjà d'expérience dans cette filière.

Partout où on est, les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction par rapport à la mise en place de l'unité, qui permettra certainement d'intensifier leurs activités productives. D'après eux, leurs activités doivent désormais permettre de créer de la richesse, et ne se limitent plus à assurer la survie.

## Douane - Coopération avec l'Inde

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une coopération plus poussée. C'est ce qu'ont mis en place les administrations douanières malgache et indienne, symbolisée par la signature d'un accord, vendredi dernier, entre le directeur général des douanes, Ernest Lainkana Zafivanona, et Shri Sanjay Kumar, président du conseil central des impôts indirects et des douanes de la République de l'Inde.

Selon la direction générale des douanes, « L'accord revêt une importance primordiale en raffermissant la coopération

entre Madagascar et l'Inde, un partenaire commercial stratégique, pour les questions liées à l'application et au respect des lois et réglementations douanières ». Il s'agit aussi d'une question d'assistance mutuelle entre les deux pays.

« Par ailleurs, l'accord renforce la communication et l'assistance mutuelle des deux parties en matière douanière, et constitue un outil précieux pour la promotion des procédures modernes, efficaces et transparentes facilitant ainsi le commerce légitime entre les deux pays », indique-t-on.

## Emprunts – La grande partie des crédits contractés par les Malgaches utilisée pour la consommation des ménages

02 JUILLET 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 2 Juillet, 16h00 – Le financement des besoins quotidiens en première place. La majorité des crédits contractés par les Malgaches, soit environ 40%, est principalement contractée pour la consommation des ménages. C'est la principale utilisation qu'avaient citée les demandeurs de crédits, tant en milieu urbain que rural, dans le cadre de l'Enquête permanente auprès des ménages (EPM) 2021-2022, menée par l'Institut national de la statistique (Instat).



Cette situation est surtout enregistrée en milieu rural, où presque la moitié des individus (46,3%) qui avaient contracté leurs derniers crédits les avaient utilisés pour la consommation du ménage. En milieu urbain, elle représentait 26,3% durant cette période sous revue.

Au niveau national, les crédits pour le démarrage d'une affaire ou d'une entreprise viennent en seconde place, pour une

proportion de 11,5%. Le motif de santé arrive en troisième position avec près de 11,4% des individus le citant comme raison principale d'utilisation du crédit obtenu, d'après les résultats de cette enquête. En milieu rural, le motif de santé vient en deuxième position, représentant 11,9%. Et les crédits pour l'achat d'intrants agricoles représentaient 7,9%. Par ailleurs, les ménages malgaches empruntent surtout auprès de leurs pairs. Selon les résultats de l'enquête, les crédits entre ménages sont les plus importants, avec un taux de 57,7% de l'ensemble, que ce soit en milieu urbain qu'en milieu rural. Ceux qui les ont contracté auprès d'une banque représentent 14,6% tandis que ceux qui empruntent auprès de la Caisse d'épargne ou des Institutions de microfinance représentent 8,8%. Il est néanmoins observé un plus grand recours à ces institutions financières formelles dans le milieu urbain. Selon l'Instat, 26,7% des derniers crédits des individus vivant dans les villes sont contractés auprès de banques et 14,1% auprès de la Caisse d'épargne ou l'IMF. Comme exposé par l'Instat, l'accès au crédit joue un rôle essentiel dans le développement économique. Il permet notamment aux individus, aux entreprises et aux communautés d'investir, de croître et d'améliorer leur niveau de vie. Plusieurs raisons viennent cependant constituer des entraves à la demande de crédit, dont l'incapacité de rembourser comme principal motif. Il y a également l'absence de nécessité ainsi que l'incapacité à formuler une demande de crédit.

# Énergie durable - Le taux d'accès à l'électricité à doubler

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 03 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e pays compte doubler son taux de couverture en électricité dans les années qui viennent. Selon le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, cela pourrait passer de 36% à 70% d'ici à 2028.

La Grande île s'apprête à élargir l'accès à l'énergie. Les pouvoirs publics et acteurs privés se sont réunis hier, au Carlton Anosy, pour discuter « énergie durable », mais aussi pour lancer le plan Énergétique Intégré, afin de vulgariser l'accès à l'électricité. Cet événement a mobilisé les acteurs du secteur énergie, y compris les bailleurs de fonds. Tout l'enjeu de ce plan consiste maintenant à attirer les investisseurs.

À l'occasion de cet événement organisé par Sustainable Energy for All, il a été démontré que l'initiative d'augmenter l'accès à l'électricité peut se faire, et que des solutions peuvent être trouvées et déployées à moindre coût. Actuellement, environ 36% de la population malgache ont accès à l'électricité. C'est relativement peu, comparé à la moyenne en Afrique subsaharienne qui est, selon la Banque mondiale, de 48,4%.

« Nous estimons pouvoir doubler cela et atteindre un taux de couverture en électricité d'environ 70% en 2028 », estime le secrétaire général du ministère de l'Énergie. Jean Baptiste Olivier, ministre de l'Énergie, a également déclaré que les pouvoirs publics sont « déterminés à travailler sans relâche pour augmenter la couverture énergétique nationale »

## Trente accords

Le secteur privé joue un rôle important dans cette stratégie. Des bailleurs se réfèrent même à l'expérience des opérateurs privés en matière d'électrification. C'est le cas du Fonds pour l'accès universel à l'énergie. Il propose des subventions

basées sur les résultats auprès des opérateurs privés d'électrification rurale. Depuis 2020, ce fonds international a signé plus de trente accords de subvention avec quatre opérateurs d'électrification rurale. À ce jour, vingt-sept mini-réseaux solaires ont été installés, ce qui a permis à plus de vingt-cinq mille personnes d'en bénéficier.



Pour atteindre aussi l'objectif préétabli, les plans d'actions et zones d'intervention seront bien délimités si l'on se réfère aux bribes d'informations lancées à propos du Plan Énergétique Intégré. En particulier les établissements publics. Des efforts restent à fournir en matière de couverture électrique pour les infrastructures publiques de base.

# Salon RSE-IDD - Symbole de l'engagement des entreprises

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 03 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La neuvième édition du Salon de la responsabilité sociétale des entreprises et des Initiatives de développement durable se tiendra les 11 et 12 juillet prochains au Novotel Alarobia. Cette année, le rendez-vous annuel des entreprises qui se mettent au vert sera axé autour de la thématique « De la prise de conscience à l'action, comment accélérer l'engagement des organisations ». Selon les organisateurs, les entreprises commencent à s'engager davantage dans les initiatives vertes et durables.

« Les entreprises reconnaissent de plus en plus leur rôle dans la contribution à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), ce qui donne de l'ampleur aux pratiques de Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) à Madagascar et en Afrique », ont-ils indiqué au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à l'hôtel Colbert.

Lors de cet événement, qui précède le lancement de ce salon particulier, ils ont également soutenu la nécessité de cet engagement par les entreprises, dans un contexte socio-économique difficile. Les initiatives en faveur de l'environnement et du développement durable s'implantent

néanmoins difficilement dans les bonnes pratiques des entreprises. « Cependant, force est de constater que ces initiatives peinent encore à créer un impact tangible et ne contribuent pas aux objectifs à moyen et long terme de l'entreprise. Ces initiatives, même partant d'une bonne volonté, ne sont généralement pas basées sur les besoins réels des bénéficiaires et ne sont pas alignées sur les objectifs commerciaux de l'entreprise », fait-on savoir.

Les organisateurs estiment que ce salon sera une opportunité de stimuler la participation des entreprises aux initiatives vertes. Ce sera aussi l'occasion de discuter de l'accélération de l'action et de l'amélioration des entreprises. Le tout, en facilitant le partage des bonnes pratiques et des outils RSE. Les jeunes startupers ainsi que les entreprises du secteur privé seront aussi initiés aux bonnes relations et pratiques durables. Pour ce faire, les contenus et les animations seront très diversifiés, à l'image des ateliers « Go Green » ou, traduit librement comme « passer au vert ».

Il s'agit de discussions qui portent sur la pratique, pour justement aider les entreprises à passer de « l'initiative à l'action ».

# Énergie durable : Des résultats encourageants pour le fonds UEF

R.EDMOND. | 03 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**entement mais sûrement, le concept « A » fait son chemin. Le Fonds pour l'Accès Universel à l'Énergie (UEF) figure parmi les projets qui, comme son nom l'indique, contribuent à l'amélioration de l'accès à l'électricité de la population malgache.

Et les résultats sont plutôt encourageants si l'on compte les réalisations révélées au cours de l'atelier organisé hier au Carlton par le porteur du projet, Sustainable Energy for All (SEforALL), conjointement avec le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures.

## 30 accords.

Le fonds pour l'accès universel à l'énergie (UEF) propose, précisons-le, des subventions basées sur les résultats auprès des opérateurs privés d'électrification rurale. Depuis 2020, SEforALL a signé plus de 30 accords de subvention avec 4 opérateurs d'électrification rurale, visant 12 400 nouvelles connexions électriques pour les ménages, les entreprises, les écoles et les centres de santé alimentés par des mini-réseaux solaires. À ce jour, 27 mini-réseaux ont été installés, avec plus de 5 600 nouvelles connexions vérifiées bénéficiant à environ 25 000 personnes. Plus de 3 000 connexions supplémentaires potentielles ont été identifiées et attendent un financement. Grâce à ces réalisations, Madagascar est devenu un pays phare du programme UEF porté par SEforALL.

## Feuille de route

Des efforts qui méritent d'être salués quand on sait que les besoins sont encore énormes. Dans le domaine de la santé, par exemple, l'étude de marché et la feuille de route pour l'électrification des établissements de santé à Madagascar, publiée en mars 2024 révèle qu'environ 75% des centres de santé de base n'ont pas accès à l'électricité ou sont équipés d'un seul réfrigérateur solaire indépendant. Environ 2 300 centres de santé pourraient être durablement électrifiés d'ici à 2030, ce qui nécessiterait un investissement total de 83 millions d'USD au cours des dix prochaines années. Dans le secteur de l'éducation, les études menées indiquent que 96% des écoles n'ont pas d'accès fiable à l'électricité, et que seulement 5% des cantines scolaires sont équipées de solutions de cuisson propres. L'atelier d'hier, axé sur les énergies renouvelables revêt, en tout cas, une importance particulière puisqu'il a permis de mobiliser les acteurs du secteur de l'énergie durable, y compris les bailleurs de fonds, les représentants des agences gouvernementales concernées, le secteur privé et les organisations internationales. L'événement aura été aussi l'occasion de procéder au lancement officiel du site du Plan Énergétique Intégré (PEI) : <https://madagascar.sdg7energyplanning.org/>

# Industrialisation : Les nouveaux inspecteurs en première ligne pour soutenir les opérateurs

ANTSIA R. | 03 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**U**ne semaine après avoir prêté serment, les 31 nouveaux inspecteurs d'industrie ont rapidement pris leurs fonctions sur le terrain. Ils ont commencé par soutenir et accompagner une industrie productrice de pâtes alimentaires, du côté du By-pass.

Faire des contrôles et identifier les cas de non-respect de la loi en vigueur. C'est généralement le rôle le plus connu des inspecteurs industriels.



Mais la nouvelle promotion d'inspecteurs a affiché une autre facette de leur fonction. Sous les directives du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, ces inspecteurs sont déjà à pied d'œuvre pour soutenir les

opérateurs économiques et les aider à mettre en place des industries conformes aux normes. En effet, le ministre a clairement indiqué que le travail des inspecteurs devait se faire principalement sur le terrain et non dans les bureaux. »

C'est sur le terrain qu'il faut travailler le plus. Vous devez éviter de rester cloîtrés dans un bureau », a-t-il déclaré, soulignant l'importance de la présence active des inspecteurs auprès des entreprises industrielles. Dès le début de cette semaine, les inspecteurs ont visité le site du producteur de pâtes alimentaires Alo Food Factory au By-pass. Ce site est particulièrement notable pour l'exploitation d'une machine ODOF (One District One Factory), conçue pour stimuler la production locale. La mission des inspecteurs consistait à vérifier la conformité de l'entreprise et de ses activités aux normes en vigueur, condition nécessaire pour que la société obtienne les documents nécessaires à la poursuite de ses opérations.

## Recommandations.

Lors de cette visite, le directeur général de l'industrialisation (DGI), Njiva Rakotoarivonona a déclaré : « Nous avons donné des recommandations aux responsables de cette société pour améliorer leurs activités industrielles et l'utilisation de la machine ODOF pour la production de pâtes. Cette firme est actuellement dans la phase d'essai technique, et c'est pour cela que nous sommes ici pour constater de visu la situation et voir les détails à améliorer ». Finoana Rakotomanana, représentant de la société Alo Food Factory, a affirmé que cette visite et les recommandations reçues étaient très utiles. En optimisant ses activités, cette firme pourrait produire jusqu'à 4 tonnes de pâtes alimentaires par jour grâce à la machine ODOF. Les responsables auprès de la société ont souligné l'importance du soutien des inspecteurs pour atteindre cet objectif.

## Rôle polyvalent

Le rôle des inspecteurs d'industrie ne se limite pas à la vérification et à l'application des réglementations. Ils doivent

également soutenir et accompagner les industriels pour améliorer leurs activités productives. C'est un aspect crucial de leur mission que le ministre Edgard Razafindravahy a précisé lors de la prestation de serment des nouveaux inspecteurs à Anosy. En outre, les nouveaux inspecteurs d'industrie ne sont pas uniquement basés à Antananarivo. Certains d'entre eux travaillent également dans d'autres régions, notamment dans les directions régionales de l'Industrialisation et du Commerce (DRIC) d'Atsinanana, Bongolava, Itasy et Anosy. Cette répartition permet d'assurer un soutien et un contrôle plus étendus à travers le pays. Bref, avec cette nouvelle génération d'inspecteurs d'industrie actifs sur le terrain, Madagascar renforce ses efforts pour soutenir et développer son secteur industriel. Grâce à des visites comme celle effectuée chez Alo Food Factory, les inspecteurs jouent un rôle clé non seulement dans la régulation mais aussi dans l'accompagnement des entreprises vers une production plus efficace et conforme aux normes. Le chemin vers une industrialisation accrue et mieux encadrée semble prometteur pour Madagascar.

## Démarche novatrice - Le Lean management séduit

ERIC RANJALAHY. | 04 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e Lean management devient incontournable. ACPE Madagascar, une entreprise malgache-canadienne, développe et initie ce concept depuis 2018.

ACPE-Madagascar forme, coach et accompagne de nombreuses entreprises dans la résolution des problèmes et l'adoption d'une culture d'amélioration continue. Depuis, ACPE a permis à une centaine d'entreprises d'améliorer leur productivité grâce à des mandats visant l'excellence opérationnelle. La combinaison d'expertises internationales et de ressources locales favorise cette imprégnation au sein des entreprises malgaches », explique Karine Razafindrakoto, directrice générale adjointe d'ACPE Madagascar, sur cette notion qui gagnerait à être mieux connue.

Durant les deux journées de la 5<sup>e</sup> édition du Comesa Federation of Women in Business (COMFWB) Trade Fair and Conference au Novotel Ivandry, ACPE Madagascar a profité de l'occasion pour promouvoir et valoriser le Lean management auprès des visiteurs et des partenaires. « C'était une occasion pour nous de présenter les différents services en Lean Management que nous déployons au sein des organisations pour créer de la valeur ajoutée. Aujourd'hui, il est plus qu'essentiel que les entreprises adoptent la méthodologie Lean pour accroître leur performance à travers l'élimination du gaspillage et l'implication des employés », soutient Karine Razafindrakoto.

## Méthode

D'une manière générale et simplifiée, le Lean est avant tout une façon de penser et de se comporter, initiée au Japon à travers le Kaizen et déployée dans divers secteurs d'activités à travers le monde au fil des années grâce à la standardisation, à la chasse aux pertes inutiles suivant les principes du Lean.

Le Syndicat des industries de Madagascar, SIM, incite ses membres à adopter le Lean management. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a signé une convention de partenariat avec ACPE pour mieux accompagner les artisans dans leurs activités. L'Inscæ a inclus dans sa formation cette méthodologie. Tout comme les polytechniciens de Vontovorona.



Une démarche est déjà adoptée par bon nombre d'entreprises comme Ambatovy, QMM, la STAR ou Bushproof. « Cette méthode favorise la dématérialisation et l'automatisation des tâches pour gagner en productivité. Lorsque vous adoptez le Lean management, vous n'êtes pas à la recherche d'une solution qui apportera une rentabilité immédiate, vous travaillez pour l'avenir. Grâce à cette méthode, vous pourrez aussi mettre en place une organisation stable pour fidéliser vos clients mais aussi vos salariés, étant donné que ceux-ci sont les deux moteurs qui assurent le fonctionnement de votre entreprise », témoigne un bénéficiaire.

## Échanges d'expériences - Le modèle économique japonais en chair et en os

ERIC RANJALAHY. | 04 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar n'en finit plus de recevoir des rencontres internationales. « La cinquième édition de la JICA Chair à Madagascar se tiendra le 12 juillet prochain au Radisson Blu Antananarivo », annoncent avec une certaine fierté les organisateurs.



À cette occasion, deux éminentes conférencières de renommée internationale, à savoir la Professeure Kaori Hayashi, vice-présidente exécutive de l'université de Tokyo, et la Professeure Scarlett Cornelissen, directrice

du centre du Japon de l'université de Stellenbosch, partageront leurs connaissances sur des thématiques d'actualité cruciales.

« Entre autres, cette édition permettra de découvrir l'histoire fascinante des médias japonais et leurs défis actuels, d'analyser l'évolution de l'aide publique au développement du Japon en Afrique subsaharienne et de comprendre les enjeux majeurs de la coopération entre le Japon et Madagascar. Elle sera également l'occasion d'échanger avec des experts de renom et des acteurs clés du développement », précise la note de présentation.

Le programme JICA CHAIR a pour objectif de partager l'expérience de modernisation du Japon avec les dirigeants des pays partenaires. À travers ce programme, la JICA entend offrir aux dirigeants de Madagascar la possibilité de découvrir l'expérience unique du Japon en matière de développement, différente de celle de l'Europe et des États-Unis, et sa sagesse en tant que pays ayant coopéré au développement des pays en développement après la Seconde Guerre mondiale. Le docteur Herinjatovo Ramiliarison assumera et assurera le rôle de modérateur.

## Attractions touristiques - Arrivée des premières baleines à Toliara

MIOTISOA MARE. | 04 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les baleines sont déjà à Toliara. Des guides touristiques sont heureux d'annoncer qu'il est possible d'observer ces mammifères marins à Anakao, au littoral Sud de Toliara, et à Ifaty, au Nord, à 30 km de Toliara.

« Nous avons conduit deux touristes ce jour à Ifaty. Nous avons quitté terre vers 6 h du matin à bord d'une embarcation non motorisée pour partir au large. Les baleines ont été vues vers 8h 30 », explique Olivier Gaston, guide touristique à Ifaty. Les touristes, accompagnés par le guide, ont eu le privilège d'apercevoir trois baleines à trois endroits différents, hier matin.

Une traversée en pirogue coûte 70 000 ariary par personne et 120 000 ariary par personne pour les étrangers. Les hôteliers sur le littoral Nord se lancent déjà dans la publicité des baleines que les touristes peuvent apercevoir sauter des eaux bleues turquoise de cette partie de la région Atsimo-Andrefana. De juin à septembre, les baleines de l'Antarctique viennent profiter des eaux

chaudes de l'océan Indien pour mettre bas. Elles se répartissent en deux groupes, soit vers Nosy Be et le Sud, soit vers Sainte-Marie et la baie d'Antongil. C'est le début de la saison d'arrivée des baleines dans le canal de Mozambique.



Des opérateurs proposent des sorties en mer en bateau ou en pirogue pour partir à la rencontre des baleines.

# FORMAPROD : Indépendance économique pour les 53 000 jeunes formés

NAVALONA R. | 04 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**e programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole (FORMAPROD), financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), à hauteur de plus de 66 millions USD, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, arrive à son terme.

Après dix années d'opérations, ce programme visant à mettre en place, voire à inventer un dispositif de formation adapté aux contraintes du monde rural, a connu un succès tout en mettant en œuvre la stratégie nationale de Formation Agricole et Rurale. À titre d'illustration, FORMAPROD a pu former plus de 105 000 jeunes en l'espace de dix ans si l'objectif initial était de former 100 000 jeunes répartis sur ses 14 régions d'intervention. La moitié est constituée de femmes. Et sur ces 105 000 jeunes ayant été formés, 92 900 jeunes ont été installés pour pouvoir démarrer leurs activités touchant les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Parmi lesquels, le programme a recensé plus de 53 000 jeunes formés qui ont réussi à relancer leurs activités tout en ayant une indépendance économique. La coordonnatrice nationale du programme FORMAPROD, Harilala Rakotonaivo, l'a évoqué lors de l'atelier national de clôture de ce programme financé par le FIDA, hier au Radisson Blu.



## 8710 jeunes alphabétisés

Une jeune bénéficiaire de la formation et de l'appui technique de FORMAPROD, en la personne de Vololoniaina Henriette Rasoamiantsoa, qui plus est vice-présidente du réseau MTMM à Analamanga, en témoigne. « Je n'ai atteint que le niveau de 3e à l'école. J'ai bénéficié des formations via ce programme depuis 2018. En démarrant mes activités agricoles et d'élevage avec mes propres moyens, et en appliquant les techniques appropriées acquises dans le cadre de ma formation, j'ai pu développer mes affaires. Je suis maintenant indépendante

économiquement. Je dispose d'une maison et je peux scolariser mes deux enfants dont l'un âgé de 15 ans est actuellement en classe de terminale alors que je suis une mère célibataire », a-t-elle confié. En tout, FORMAPROD parvient à transformer des jeunes déscolarisés ou peu éduqués en des micro-entrepreneurs ruraux. Il est à noter que 8 710 jeunes ont encore bénéficié des formations en matière d'alphabétisation avant de suivre des formations agricoles proprement dites. En outre, « plus de 80% des ménages des producteurs formés ont connu une amélioration de leurs revenus grâce à l'augmentation de leurs rendements de productivité », d'après toujours les explications de la coordonnatrice nationale du programme FORMAPROD.

## 120 établissements agréés

Par ailleurs, le FARMADA ou réseau des Acteurs et partenaires de la Formation Agricole et Rurale à Madagascar, fait partie des bénéficiaires de ce programme. « Avant de bénéficier de l'appui de celui-ci, le réseau était en difficulté étant donné que certains centres et établissements de formation opèrent dans l'informel et les diplômes délivrés ne sont pas reconnus par l'État. Maintenant, nous avons pu développer un référentiel de formation de qualité et uniformisé pour tous les centres de formation, aussi bien publics que privés. En plus, 120 établissements ont été agréés par l'État », a fait savoir Serge Merison, le vice-président de FARMADA. Parmi le bilan dressé dans le cadre de la clôture officielle du programme FORMAPROD, il a été évoqué que 64 centres et établissements de formation agricole et rurale sont soit nouvellement construits, soit réhabilités tandis que 59 autres centres et établissements ont été dotés d'équipements pour ne citer que des dortoirs. « Il s'avère primordial de former des jeunes désirant se lancer dans le secteur agricole afin de les professionnaliser. La vision du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage consiste à améliorer les revenus et les conditions de vie des producteurs. De nouveaux projets seront bientôt lancés avec nos partenaires dans le but de faire une extension des activités de FORMAPROD dans d'autres régions », a conclu le ministre de tutelle Suzelin Ratohiarijaona.

# Fondation Coca-Cola : 497 560 USD pour soutenir la conservation des mangroves

JOSÉ BELALAHY | 04 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**a Fondation Coca-Cola vient d'allouer un financement en faveur de la préservation des mangroves.

« Préserver les plus grandes forêts de mangroves de la partie Nord-Ouest de Madagascar, ainsi que les communautés qui en dépendent, à travers des initiatives de gestion côtière fondées sur des solutions naturelles ». Tel est l'objectif de l'appui que vient d'octroyer la Fondation Coca-Cola à l'ONG Blue Ventures. Le financement vise essentiellement les « deux plus grandes forêts de mangroves de Madagascar, situées dans les baies de Mahajamba et de Tsimipaika ». Cette protection renforcée du littoral devrait également améliorer les moyens de subsistance des communautés vivant dans ces zones côtières vulnérables. « Nous croyons en des solutions innovantes pour la gestion des ressources en eau et en des programmes visant à aider les communautés vulnérables à mieux anticiper et à mieux se préparer aux changements climatiques », a déclaré Carlos Pagoaga, président de la Fondation Coca-Cola.

## Important

L'initiative vise à soutenir les communautés locales de base en opérant avec les communautés. L'objectif étant de « gérer efficacement leurs forêts de mangroves et leurs activités de pêche [...] Cette approche globale comprend également la restauration des mangroves dégradées par des activités de reboisement ». Le rôle écosystémique des mangroves de Madagascar n'est plus à démontrer. Les impacts positifs sur l'économie de la Grande Île le sont également. Pour rappel, les mangroves « agissent comme

des barrières naturelles, protégeant les côtes contre les tempêtes, la montée du niveau de la mer et l'érosion. Elles filtrent également l'eau et fournissent un habitat essentiel pour les poissons et d'autres formes de vie marine ». « Les mangroves de Madagascar sont des écosystèmes vitaux, et ce projet permettra aux communautés locales de les protéger.



En travaillant ensemble, nous pouvons améliorer la gestion de ces mangroves, renforcer la protection côtière et assurer la durabilité à long terme de ces écosystèmes vitaux et des communautés qui en dépendent », conclut Gildas Andriamalala, directeur national de Blue Ventures.

## Litchis : les exportations ont augmenté en 2023

ARH. | 04 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Le volume d'exportations de litchis a augmenté en 2023 pour Madagascar, avec 16.860,3 tonnes, générant une recette totale de 54,384 milliards d'ariary. Cette hausse résulte d'une demande croissante et une meilleure valorisation du litchi malgache sur les marchés internationaux. Le prix unitaire des litchis a grimpé de 3.225,6 ariary par kilogramme, soit en hausse par rapport aux années précédentes (2.905,9 ar/kg en 2022 et 2.845,2 ar/kg en 2021). Durant la campagne 2023, le prix minimum convenu par les coopératives de planteurs, les collecteurs et les

exportateurs, dans les régions d'Analanjirifo et d'Atsinanana, a été fixé à 1.300 ar/kg, soit une augmentation de 100 ariary par rapport à l'année précédente.

Et les données fournies par la direction générale des Douanes et rapportées par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), confirment que le litchi de Madagascar continue de se vendre à des prix avantageux, consolidant ainsi la place du pays sur le marché international des fruits exotiques.

# Fonds monétaire international - Soixante millions de dollars espérés de la FRD

ERIC RANJALAHY. | 05 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es contours des aides financières du Fonds Monétaire International pour Madagascar commencent à se dessiner. Mais il existe quelques formalités à remplir dans le court terme.

Madagascar espère un premier décaissement d'environ 60 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre du programme sur la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) cette année. L'adoption par l'État de deux réformes, à savoir la révision du statut du Comité interministériel de l'environnement (Cime) et la refonte du décret de mise en compatibilité des investissements avec l'environnement, prévue avant le mois d'octobre, permettra à la Grande île de bénéficier de cette enveloppe », selon les prévisions du ministre de l'Environnement et du Développement durable, Max Fontaine.



Il a été l'un des architectes de ce nouveau programme en collaboration avec le Fonds monétaire international, comme il l'a déclaré mercredi lors d'une rencontre avec la presse. Cette déclaration fait référence aux subtilités de la Loi de finances rectificative, LFR 2024, qui prévoit des soutiens financiers de

40,7 millions de DTS dans le cadre du programme FRD. Mais comme précisé dans ce document budgétaire, cet appui du FMI est conditionné par des mesures à prendre sur l'environnement. Les financements inscrits dans une loi de finances, dont l'élaboration consiste en un acte de prévision, « ne sont d'ailleurs pas acquis à l'avance », tempère la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Rabarininarison. Même si au titre de la Facilité élargie de crédit, FEC, un décaissement immédiat de 48 millions de dollars a été acquis le 22 juin.

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) multiplie les travaux afin d'atteindre les objectifs quantitatifs et les repères structurels prévus pour la FRD cette année.

**Mesures**

Les réformes à entreprendre, dans un premier temps, visent à renforcer la gouvernance de l'agenda de lutte contre le changement climatique et à l'intégrer dans les procédures relatives à la Gestion des finances publiques (GFP) et à la Gestion des investissements publics (GIP). Elles incluent ainsi la révision du statut du Cime et la refonte du décret Mecie.

Plusieurs mesures ont déjà été prises par le gouvernement dans le sens et l'esprit de la protection de l'environnement. Sur le volet énergie, par exemple, le choix de l'hybridation a été acté avec l'installation progressive des quarante-sept parcs solaires. Des allègements fiscaux ont été accordés pour les équipements de panneaux photovoltaïques. Le reboisement devient une nécessité nationale. Désormais, tous les feux pourront passer... au vert.

## Énergie : Prise en charge des droits et taxes à l'importation des équipements par l'Etat

NAVALONA R. | 05 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Il a été adopté en Conseil des ministres du 03 juillet 2024, la prise en charge de tous les droits et taxes à l'importation des équipements nécessaires pour faire fonctionner les centrales solaires d'une puissance de 50 MW dans le cadre de l'hybridation des zones régionales de la Jiram. Cette action entre dans le cadre de la réalisation du projet Parcs Solaires. Le président de la République Andry Rajoelina a réitéré qu'il faut effectuer un suivi de la mise en place de ces parcs solaires étant donné que le défi a été relevé concernant l'acquisition de tous les matériels et équipements nécessaires à leur fonctionnement.

### Transition énergétique

Toujours dans le cadre du projet pilote d'électrification à Madagascar, les droits et taxes relatifs à l'importation des

autres équipements nécessaires pour le projet Phase 3B visant à électrifier 58 villages répartis dans 9 régions de Madagascar, sont également pris en charge par l'Etat. » De nombreux efforts restent à déployer pour l'application de la transition énergétique à Madagascar. Je sollicite ainsi l'implication du secteur privé afin de réduire le coût de l'énergie au niveau des districts », a souligné le chef de l'Etat. Il a également été approuvé en Conseil des ministres la prise en charge des droits et taxes à l'importation des autres équipements servant à mettre en œuvre le projet « Jiro Taratra ». Il s'agit d'un projet de développement des énergies renouvelables en vue d'électrifier le monde rural.

## Mécanisation agricole : 28 tracteurs importés par le MINAE

NAVALONA R. | 05 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La plupart des producteurs des zones à fort potentiel agricole utilisent encore des équipements rudimentaires, faute de moyens pour acquérir des machines modernes. Or, la promotion de la mécanisation agricole est une des actions prioritaires du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. C'est pourquoi ce ministère a importé 28 tracteurs, dont deux d'une puissance de 82 CV, équipés de divers accessoires : sous-soleuses pour la défriche, charrues à soc pour le labour, pulvérisateurs à disque, et rotavators pour le pulvérisage. Ces machines comprennent également des épandeurs d'engrais pour la fertilisation, des semoirs

automatiques pour le semis, et des remorques agricoles pour le transport des récoltes ou d'intrants.

Les 26 autres tracteurs sont équipés de charrues à soc pour le labour, de pulvérisateurs à disque, de rotavators, de semoirs mécaniques, et de remorques agricoles. Il est à noter que ces tracteurs ont été acquis par le MINAE dans le cadre du projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage (PADAP) et du projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FRSP). L'acquisition de ces équipements agricoles a été approuvée lors du Conseil des ministres du 3 juillet 2024, tenu au Palais d'État à Iavoloha.

## Secteur bancaire : Nouveau service lancé par BNI Madagascar et MVola

ANTSIA R. | 05 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Une grande première à Madagascar. C'est ainsi que BNI Madagascar et MVola présentent leur nouveau service destiné à transformer la gestion des comptes bancaires à Madagascar. « Le service #699# offre une solution pratique et accessible, fonctionnant sans connexion Internet et compatible avec n'importe quel téléphone mobile. Ce service inédit permet aux clients de BNI Madagascar de gérer leur argent en toute simplicité et de bénéficier d'une flexibilité sans précédent dans leurs transactions quotidiennes », ont indiqué les promoteurs du nouveau service. Avec celui-ci, les clients de la banque peuvent vérifier leur solde et consulter les trois dernières transactions en quelques clics, sans avoir besoin d'une connexion Internet. Ce nouveau service permet également des transferts d'argent entre les comptes bancaires BNI et les comptes MVola, rendant les transactions quotidiennes plus fluides et accessibles, même dans les zones les plus reculées de Madagascar.

### Simplifié

Pour accéder à ce service, les utilisateurs doivent lier leur compte bancaire BNI à leur compte MVola, selon les explications. « Ce processus est initié en composant simplement #699# depuis le réseau Telma. Les instructions affichées à l'écran guideront les utilisateurs à travers les étapes nécessaires pour connecter les comptes. Une fois liés, les clients bénéficieront immédiatement de toutes les

fonctionnalités du service », ont indiqué les représentants de la banque. Par ailleurs, le service #699# offre une visibilité en temps réel sur les comptes BNI Madagascar, permettant aux clients de gérer leurs finances sans souci. Cette innovation s'inscrit dans l'engagement de BNI Madagascar à rendre les services bancaires plus accessibles et pratiques pour tous, éliminant les contraintes de connectivité et de matériel.



Cette initiative marque une avancée dans la promotion de l'inclusion financière à travers le pays. En offrant une solution qui fonctionne sans Internet et avec tous les types de téléphones mobiles, BNI Madagascar et MVola ouvrent la voie à une gestion financière simplifiée pour des milliers de Malgaches.

# Exportation d'huiles essentielles : un cadre réglementaire exigeant qui empêche le développement de la filière

NAMBININA JAOZARA | 05 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Les huiles essentielles, ingrédients importants pour de nombreux produits dans le monde entier, constituent un des plus grands atouts de Madagascar. Le pays détient plus de 30 types différents d'huiles essentielles de haute qualité, toutes convoitées par des marques internationales prestigieuses. Paradoxalement, le pays détient une infime part de marché mondiale dans l'exportation de ce produit, selon une étude de la Banque mondiale, ce qui rend difficile le développement de la filière et ne le permet de nourrir entièrement l'économie nationale. Selon cette étude, plusieurs paramètres expliquent cette situation, notamment un cadre réglementaire exigeant, beaucoup plus que dans d'autres pays.

Le rapport, « Production et exportation d'huiles essentielles de Madagascar, réglementation exigeante réglementaires et recommandations », publié par la Banque mondiale en Mai 2024, indique que Madagascar reste peu présent sur le marché mondial. En 2022, le pays a exporté 1,3% d'huiles essentielles, en termes de volume d'exportation. Ce qui est pourtant une amélioration par rapport aux années précédentes, 0,4% en 2012 et 0,8% en 2014. Depuis 2018, le volume d'exportation de HE tourne autour de 1,2 à 1,3%.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation, dont le principal est l'exigence du cadre réglementaire. En effet selon l'étude, Madagascar est confronté à un cadre réglementaire plus strict que ceux des autres pays, comme l'Inde.

Lorsque les procédures d'autres pays sont comparées à celles de Madagascar, le potentiel de simplification devient apparent. Il est reconnu que dans le cas de la production de HE, Madagascar a une préoccupation particulière pour la protection de l'environnement, ce qui peut nécessiter des mesures supplémentaires. Il est aussi reconnu que la comparaison internationale n'est pas toujours simple, et que certains détails au niveau des procédures ne sont pas connus.

Cependant il est clair que le régime réglementaire à Madagascar, en particulier les exigences qui visent à contrôler la qualité de la production et du produit, sont nettement plus complexes que dans d'autres pays.

Le même rapport a mis en exergue le régime réglementaire complexe et restrictif, entravant la production et l'exportation des HE à Madagascar, tout en proposant un éventail d'initiatives, pour améliorer l'efficacité des échanges commerciaux dans ce secteur. Néanmoins, pour qu'une transformation significative se réalise, le soutien actif et continu des parties prenantes, tant du secteur privé que du public est crucial.

L'objectif ultime est d'augmenter la part de marché internationale de Madagascar, et créer d'avantage de valeur ajoutée localement. Il faut pour cela que les décideurs en place comprennent les avantages du changement et comment ces changements pourront améliorer leur propre domaine de responsabilité. Cela peut se faire par la mise en œuvre régulière et progressive d'amélioration qui donne des résultats à court terme, tout en maintenant un chemin clair vers la dématérialisation des procédures. La filière connaît d'autres problèmes, pour ne citer que les contraintes administratives et technologiques. « La technologie est un outil qu'il faut apprivoiser, et ce n'est pas toujours facile d'entretenir ces outils, puisque la plupart des outils on doit aller les acheter à l'extérieur. C'est un challenge quotidien de pouvoir entretenir ces outils à Madagascar », témoigne un opérateur dans la filière. « Quasiment tous les ans, la filière girofle est perturbée en raison des agréments pour l'exportation. Etant donné que ce que l'on produit est voué à être exporté, un blocage survient chaque fois au moment de les renouveler. C'est peut-être temporaire mais cela handicape déjà la filière », poursuit-il.



## Explications

La comparaison internationale révèle que malgré une grande diversité en termes de PIB et de valeur des exportations parmi les pays étudiés, la Grande île se distingue par un cadre réglementaire particulièrement exigeant, dans le secteur des HE avec un nombre de procédures bien supérieur à celles de ses pairs. Cette contrainte réglementaire représente un frein notable au développement du secteur. Par conséquent l'adoption d'une démarche d'une simplification des démarches, inspirées des meilleures pratiques internationales, s'avère cruciale pour dynamiser la croissance de cette filière, stratégique pour l'économie malgache.

# Douane malgache : « Data Warehouse », une gestion innovante des données

ARH. | 05 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

**L**a Douane malgache engage des réformes dans la gestion de ses données avec l'implantation d'un « Data Warehouse ». Cet entrepôt de données est une base de données relationnelle hébergée dans un Data Center, qui collecte et centralise des informations provenant de diverses sources. Conçu pour soutenir l'analyse et faciliter les prises de décisions, ce système est devenu indispensable à l'ère du « big data ».

Le « Data Warehouse » se distingue par sa capacité à stocker, combiner et archiver des données sur le long terme. En centralisant les informations, il assure leur stabilité contextuelle, facilitant ainsi les requêtes et les décisions stratégiques. Pour la Douane malgache, confrontée à la gestion d'une volumétrie importante de données sensibles et stratégiques, ce dispositif offre une solution optimale.

Le déploiement du « Data Warehouse » représente un outil stratégique pour l'administration douanière. Il permet de centraliser et de consolider les données en un seul endroit, garantissant une gestion plus efficace et une exploitation optimale des informations. Cette infrastructure possède une capacité de stockage suffisante pour une période de 50 ans, contrastant avec les données accumulées au cours des sept dernières années d'exploitation de Sydonia World.

Les données, organisées de manière transversale, permettent à la douane d'accéder rapidement à des informations pertinentes sur divers sujets. Ainsi, le « Data Warehouse » facilite le croisement fonctionnel des données, offrant une vue d'ensemble nécessaire pour des décisions éclairées.

Assurer cohérence et traçabilité des données

Le « Data Warehouse » s'intègre dans les dispositifs de « business intelligence » (BI), c'est-à-dire l'analyse assistée par ordinateur des données brutes. En centralisant une grande quantité d'informations, il offre une vue complète et cohérente des données hétérogènes, prenant en compte tous les paramètres pertinents pour la prise de décision. Cette disponibilité et non-volatilité des données assurent une efficacité accrue, permettant à l'administration douanière de réaliser rapidement des analyses fiables.

L'une des fonctions clés du « Data Warehouse » est d'historiser les données, ce qui garantit leur non-volatilité et la traçabilité des informations et des décisions prises. La normalisation et la rationalisation des données lors de leur intégration contribuent à maintenir un niveau de qualité élevé pour les analyses. La Douane malgache s'inscrit désormais dans un processus axé sur la performance, utilisant des indicateurs clés de performance (KPIs) pour orienter son futur. La vision d'un avenir où les décisions douanières sont validées via un processus digitalisé et rapide est devenue réalité, permettant de mieux servir les usagers et de maîtriser l'information de manière optimale.

